

0001

°N

DEMOCRATOL

CONVENTIONS CITOYENNES

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0001

0002

°N

DEMOCRATOL

BANQUE DE LA DEMOCRATIE

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0002

0003

°N

DEMOCRATOL

RECONNAISSANCE DU VOTE BLANC ET QUORUM

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0003

0004

°N

DEMOCRATOL

REFERENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE - RIC

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0004

0005

°N

DEMOCRATOL

LA PRIMAIRE POPULAIRE

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0005

<p>0001</p> <p>N°</p>	<p>CONVENTIONS CITOYENNES Assemblée de citoyennes et citoyens constituée dans le but de débattre/réfléchir sur un thème précis pour aboutir à une réforme de la société. La Convention Citoyenne pour le Climat a eu pour vocation de donner la parole pour accélérer la lutte contre le changement climatique. 150 personnes tirées au sort ont eu pour mandat de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.</p>	<p>oN</p> <p>0001</p>
<p>0002</p> <p>N°</p>	<p>BANQUE DE LA DEMOCRATIE Idée notamment avancée par François Bayrou en 2017 selon laquelle il faudrait une banque publique destinée à permettre aux partis politiques de se financer de manière transparente, de s'affranchir du financement des banques privées et de permettre à tous les partis disposant des garanties nécessaires, de pouvoir faire campagne.</p>	<p>oN</p> <p>0002</p>
<p>0003</p> <p>N°</p>	<p>VOTE BLANC CONTRAIGNANT Nombre de citoyennes et de citoyens refusent de voter pour un candidat ou une candidate mais décident d'exprimer leur sentiment par un vote blanc. L'électeur/trice fait donc le geste de voter, il, elle use donc de son droit, mais son vote n'est pas pris en compte puisqu'il ne vote pas réellement pour un candidat ou pour une liste. La reconnaissance du vote blanc permettrait donc de faire entendre la voix des citoyens qui font le choix de ne pas faire de choix, par conviction ou par dépit.</p>	<p>oN</p> <p>0003</p>
<p>0004</p> <p>N°</p>	<p>REFERENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE Le référendum d'initiative citoyenne est une proposition de dispositif d'initiative populaire en France, dont l'instauration est la revendication principale du mouvement des Gilets Jaunes. Il s'agit d'un processus de démocratie directe qui permet à des citoyens réunissant un nombre de signatures fixé par la loi de saisir la population par référendum sans que soit nécessaire l'accord du Parlement ou du Président de la République.</p>	<p>oN</p> <p>0004</p>
<p>0005</p> <p>N°</p>	<p>LA PRIMAIRE POPULAIRE Initiée par des militants indépendants pour désigner un candidat commun de gauche à l'élection présidentielle de 2022. - Parrainage en ligne de candidatures potentielles de juillet à octobre 2021 - Sélection des 5 hommes et 5 femmes les plus soutenues sur la plate-forme - Vote à jugement majoritaire du 27 au 30 janvier 2022 entre les candidat.es à la présidentielle parmi les sélectionnées</p>	<p>oN</p> <p>0005</p>

LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE RENOUVEAU DEMOCRATIQUE :

Le Collectif CCRD a été créé en 2020, à l'initiative d'associations et de citoyens, pour réclamer l'organisation d'une convention citoyenne pour le renouveau démocratique. La mission de cette convention citoyenne sera d'élaborer une proposition de réforme constitutionnelle portant sur la participation citoyenne et sur le rôle des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques, des réformes et des lois.

La banque de la démocratie finance aussi la formation des élu.e.s, et l'innovation démocratique, les expérimentations locales et les initiatives citoyennes dédiées à rénover et mettre à jour en continu le fonctionnement de notre système politique.

Enfin, la banque de la démocratie finance le développement de communs au service du pouvoir d'agir citoyen, notamment des communs numériques (plateformes open-source).

QUORUMS DE PARTICIPATION

Prévoir un quorum pour valider les élections, c'est-à-dire un nombre minimum de votant.e.s - en rapport avec le nombre d'inscrits - sans lequel le résultat ne peut être pris en compte et éviter des élections dans lesquelles la candidature victorieuse ne représente finalement qu'un tout petit pourcentage des personnes inscrites sur les listes.

RIC CONSTITUANT

Le RIC constituant part de l'initiative citoyenne d'un texte de loi proposé par une pétition signée par au moins 700 000 citoyen.ne.s, suivie d'un référendum, droit pour les citoyens de voter les lois, avec comme étape supplémentaire que les décisions prises par initiative et référendum soient « hiérarchiquement supérieures » aux décisions du Parlement. Le RIC constituant implique de donner le moyen d'agir sur la Constitution aux citoyen.nes.

LE SOCLE COMMUN

Il rassemble 10 propositions de bascule pour la justice sociale, l'écologie et la démocratie pour changer concrètement nos vies.

Ce socle a été construit par des échanges avec les mouvements syndicaux, et citoyens et les partis politiques (13 forces, de LFI au PS, en passant par EÉLV, Génération's et le PCF),

Le socle commun prouve que les points d'accords sont plus nombreux qu'on le pense et que le rassemblement autour de grandes mesures de rupture est possible.

0001

°N

DEMOCRATOL

REFORME DU FINANCEMENT DE LA PRESSE ET DES MEDIAS

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0001

0002

°N

DEMOCRATOL

DEMOCRATIE LOCALE

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0002

0003

°N

DEMOCRATOL

VIème REPUBLIQUE

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0003

0004

°N

DEMOCRATOL

JUGEMENT MAJORITAIRE

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0004

0005

°N

DEMOCRATOL

REFORME DU FINANCEMENT PUBLIC DES PARTIS

N°

PRIMAIRE POPULAIRE | PLUS BELLE LA POLITIQUE | DEMOCRATIE OUVERTE

0005

0001

REFORME DU FINANCEMENT DE LA PRESSE ET DES MEDIAS

La presse est financée dans une certaine partie par les aides de l'Etat. Mais peut-elle réellement porter un regard critique sur l'Etat et ses institutions si elle dépend d'eux ?

La question se pose également quand celle-ci est entre les mains d'une minorité de grandes fortunes. Quelles réformes pour des médias plus indépendants pour un vrai contre-pouvoir ?

Les entreprises éditrices de presse/médias audiovisuels privés disposant de plus de 10 salariés devront compter au sein de leurs organes de gouvernance au moins la moitié de représentants des salariés, parmi lesquels au moins deux tiers de journalistes

Inciter fortement les médias à passer sous un statut de société à but non lucratif en le rendant nécessaire pour tous les organes de presse souhaitant des aides publiques.

Remplacement des aides à la presse existantes (à l'exception du taux super-réduit de TVA par un "Bon pour l'indépendance des médias" fixé initialement à quelques dizaines d'euros par adulte permettant à chacun de contribuer au financement du média de son choix

oN

0001

0002

DEMOCRATIE LOCALE

Bien que nous vivions dans une démocratie, il est nécessaire que celle-ci soit participative et collaborative, notamment au niveau local.

En effet, les citoyennes et citoyens doivent pouvoir participer de manière active au processus décisionnel dans leur territoire. Les décisions locales sont celles qui impactent le plus directement les habitants.

BUDGETS PARTICIPATIFS

Le budget participatif est un processus de démocratie participative dans lequel des citoyens peuvent affecter une partie du budget de leur collectivité territoriale, généralement à des projets d'investissement. Née en 1989 à Porto Alegre au Brésil, cette innovation démocratique s'est diffusée à travers le monde.

Avec l'arrivée d'équipes municipales renouvelées en 2014, on assiste à un véritable renouveau des budgets participatifs en France

oN

0002

0003

VERS UNE VIÈME REPUBLIQUE

Convoquer dès l'été 2022 une Convention Citoyenne pour le renouveau démocratique destinée à déterminer :

- Comment rééquilibrer les pouvoirs du président et du parlement ?
- Comment permettre l'intervention populaire ? Sous quelle forme ?
- Comment changer les visages du parlement pour que les gens se sentent mieux représentés ?
- Comment réduire la technocratie ?
- L'abaissement du droit de vote à 16 ans ?

- Comment prendre en compte le long terme ?
- Comment constitutionnaliser la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif ?
- Quel statut de l'élu.e ?
- Comment repenser les pouvoirs des collectivités locales dans une décentralisation préservant l'égalité des territoires, et articuler les différents niveaux institutionnels
- Comment mettre en place une chambre citoyenne du long terme sur tous les grands Choix ?

oN

0003

0004

JUGEMENT MAJORITAIRE

Mode de scrutin inventé par deux chercheurs français du CNRS, le jugement majoritaire est une méthode de vote par valeurs : les électeurs attribuent une mention à chaque candidat.es et peuvent attribuer la même mention à plusieurs candidat.es.

Le/la candidat.e élue est celui ou celle qui obtient la meilleure mention majoritaire.

Cette possibilité permet d'offrir aux électeurs et électrices des mentions dont les acceptions sont plus homogènes et représentatives de l'opinion.

	Très bien	Bien	Assez bien	Passable	Insuffisant	À rejeter
Candidat A						X
Candidat B		X				
Candidat C						X
Candidat D				X		

Candidat	Très Bien	Bien	Assez Bien	Passable	Insuffisant	À Rejeter	TOTAL
A	17,42 %	21,28 %	19,71 %	9,12 %	17,63 %	14,84 %	100 %
B	17,05 %	20,73 %	12,95 %	13,42 %	11,58 %	24,27 %	100 %
C	10,00 %	10,00 %	15,00 %	15,00 %	25,00 %	25,00 %	100 %

oN

0004

0005

REFORME DU FINANCEMENT DES PARTIS

Décorrélér le financement des partis politiques au sujet du nombre d'élu.e.s.

Rendre possible et encadrer le financement participatif de toutes les campagnes électorales.

Mettre fin à l'anonymat des donateurs et à la déduction fiscale pour les dons aux partis politiques supérieurs à 500€.

Rendre obligatoire la publication des statuts et des comptes des partis politiques.

Réformer le contrôle des comptes de campagne lors des élections présidentielles en instaurant un contrôle continu.

BONS POUR L'EGALITE DEMOCRATIQUE

Sur une proposition de Julia Cagé, et repris dans le socle commun de la Primaire Populaire, la création de bons pour l'égalité démocratique permettra que chaque citoyen et citoyenne alloue chaque année 7 euros au mouvement politique de son choix lors de sa déclaration de revenus. Ils rassembleraient les différents financements existants et s'appuieraient sur une réduction justifiée et raisonnable du train de vie du pouvoir exécutif et législatif, le tout sur une base égalitaire.

oN

0005